

### Présentation définitive du Plan espoir banlieues

Le Premier ministre, François Fillon, accompagné de plusieurs ministres, a présidé, le 20 juin à Meaux, un Comité interministériel des villes et du développement social urbain. Ce comité interministériel s'inscrit dans la mise en œuvre de la dynamique Esprit Banlieues, dont le Président de République a tracé les lignes directrices dans son discours du 8 février 2008.

Le Comité interministériel des villes (CIV), a fait le point sur la mise en œuvre des mesures spécifiques et urgentes décidées en matière d'emploi, d'éducation-formation, de désenclavement des quartiers et de sécurité et plus innovant, de la mobilisation des politiques de tous les ministères (dont l'Outremer) sur trois ans en faveur des quartiers défavorisés.

Pour télécharger le dossier de presse :

[http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/esprit-banlieues-dossier-presentations\\_cle2e7117.pdf](http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/esprit-banlieues-dossier-presentations_cle2e7117.pdf)

### Actualité de l'insertion

**Le 10 juin a eu lieu la journée des acteurs de l'insertion par l'activité économique (IAE) à l'Hôtel Batelière.**

La Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté l'Etat des lieux de l'IAE en Martinique réalisé avec le concours du Cabinet ADEO Conseil. Il a notamment été question du contexte socio-économique, des caractéristiques de l'offre d'insertion, de la stratégie de la commande, des modalités de pilotage et de la démarche du plan d'action triennale. Cette journée a également permis un certain nombre de tables rondes sur l'amélioration de l'efficacité de l'IAE, sur la contractualisation négociée, sur le pilotage local. Des ateliers d'échanges ont pu faire émerger les priorités des territoires Centre, Nord et Sud notamment sur les passerelles à développer avec l'économie classique et sur la cohérence à définir entre les différentes institutions.

Pour revenir sur les grandes lignes de l'Etat des lieux, le contexte socio-économique martiniquais est caractérisé par : un chômage très important (21,2 % en 2007), touchant particulièrement les jeunes et de façon durable, des difficultés de mobilité. Il faut par ailleurs noter un recul des secteurs de production, notamment l'agriculture malgré une croissance du secteur des services, une carence de logements, une exposition massive à l'entrée de drogues...

### Agenda

#### Opération

« Dancehall Protect tour » de MEDIADOM du Samedi 5 juillet au 30 août 2008

Intervenants/ Artistes/témoignages/ libres expression

#### Samedi 5 Juillet

au quartier Langellier, le thème est « la banalisation des armes »

#### Samedi 12 Juillet

au quartier Volga Plage, le thème est « la route et ses dangers »

#### Samedi 19 Juillet

au quartier Texaco, le thème est « l'environnement : l'Homme et la planète »

#### Samedi 26 Juillet

au Lamentin, le thème est « rapport homme/femme »

#### Samedi 2 Août

à Sainte Luce, le thème est « les abus sexuels »

#### Samedi 9 Août

à Rivière Pilote, le thème est la drogue

#### Samedi 16 Août

à Saint Joseph, le thème est les « MST »

#### Samedi 22 Août

à Trinité, le thème est liberté et modernité

#### Samedi 30 Août

à Schœlcher, le thème est la parentalité

[contact@mediadom.org](mailto:contact@mediadom.org)

Les caractéristiques de l'offre d'insertion en Martinique c'est 61 dispositifs IAE soit 13 Ateliers et Chantiers d'insertion (A.CI), 20 associations intermédiaires (AI), 27 entreprises d'Insertion (EI), une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Toutes structures confondues, les SIAE ont accueilli en 2007 plus de 3 800 personnes et la mise en situation de travail de près de 900 Equivalents temps plein. Bien qu'inégalement réparties sur le territoire (la zone centre est égale à plus de la moitié des structures), les SIAE répondent aux besoins du public accueilli sur l'ensemble du territoire.

En matière d'accompagnement social, on note parfois une certaine difficulté à trouver des réponses face à l'illettrisme, la mobilité, l'addiction, l'accès aux droits et à l'administration pour les EI et AI particulièrement pour le Nord et le Sud. Les résultats des ACI en matière de sortie en emploi durable sont paradoxalement meilleurs que ceux des EI et ETTI, alors que les financements de l'ADI se concentrent surtout sur les EI, AI et ETTI. Cet état des lieux conclut qu'il reste à développer trois principaux axes d'action pour permettre une plus grande efficacité de l'IAE en Martinique : amélioration de l'efficacité de l'offre, la précision de la commande et l'amélioration de l'efficacité de la commande. Il propose plusieurs pistes en ce sens en attendant le Plan triennal d'actions et dans la dynamique du Grenelle de l'insertion.

## **Atelier de qualification ville caraïbe sur la « Prévention de la délinquance »**

Une vingtaine de coordonnateurs de la politique de la ville ont participé le 24, 25 et 26 juin 2008 au cycle de qualification ville caraïbe sur le thème « **Prévention de la délinquance** ». Cet atelier d'échanges animé par la sociologue et chercheuse Nicole CHAMBRON, a été l'occasion, d'informer, de relancer le réseau et de qualifier **les coordonnateurs Politique de la ville.**

**L'après midi du 24 au Centre culturel du Lamentin était consacré au nouveau cadre de la prévention de la délinquance** avec notamment les lois de 2007, la définition et les conceptions du débat sur la prévention autour des principes de la politique de la ville (contractualisation, territorialisation, démarche de projet, partenariats, participation des habitants).

Nous avons également partagé sur l'émergence du maire et du territoire, sur la place du partenariat et sur l'utilisation du CLS (Contrat Local de Sécurité) comme outil ainsi que le CLSPD (Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance). Par ailleurs, le coordonnateur politique de la ville de Saint Joseph, Pascal QUINQUION a pu partager son expérience de gestion de crise lors des échauffourées de la fin de l'année 2007. Les échanges ont par ailleurs, porté sur l'utilisation des dispositifs politiques de la ville et les modalités de fonctionnement du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD).

## **Agenda**

### **Dimanche 6 juillet**

le Conseil départemental de la jeunesse organise au profit des drépanocytaires un déjeuner – dansant

Contact :

0596 59 03 24 / 0696 33 52 38

### **Du 8 juillet au 8 août 2008**

La ville de Ducos organise dans le cadre du CLSPD une OVVV sur le thème de la culture urbaine : réalisation d'une fresque murale par des jeunes de 17 à 23 ans avec un séjour de 4 jours à Sainte-Lucie d'utilité publique (nettoyage d'une place ou d'une école avec l'ambassade de France).

### **Du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 1<sup>er</sup> mars 2009**

La ville de Ducos organise un Atelier Chantier d'Insertion sur la valorisation des métiers de l'environnement avec la réalisation à terme du parcours sport santé par des jeunes de la ville de Ducos.

Contact : Sandra BLACODON  
coordonnateur Politique de la ville

Contact :

0696 23 97 49 / 0596 77 18 45

## L'après midi du 25 était programmée sur l'école et la prévention de la délinquance ainsi que les nouveaux dispositifs de parentalité.

Avec notamment le partage d'expérience de la Responsable du CUCS du Lamentin et du PRE, Marièle IPHAINE, sur la mise en place à titre expérimentale du Projet de réussite éducative (prise en charge individualisée des enfants en difficulté). Les participants ont pu partager sur la cohérence des dispositifs de réussite éducative. Par ailleurs, les échanges ont porté sur la mise en place du Conseil pour les droits et devoirs de familles, sur le rappel à l'ordre et plus largement sur les expériences communales d'appui à la parentalité.

Les échanges de l'après midi du 26 juin à la Mairie de Saint-Joseph ont porté sur le partenariat police /ville/ Justice à travers l'évolution de la Justice depuis 1989 et la coopération Commune et justice, ainsi que sur les formes que pouvaient prendre ce partenariat (au niveau des CLSPD, sur la 3ème voie, médiation, conciliation, sur la prévention de la récidive, partages d'informations, accompagnement et insertion, etc..) en Martinique au regard de l'expérience des coordonnateurs. Participaient notamment aux échanges sur ce partenariat Police/ville/Justice, le Directeur du Service Pénitentiaire d'insertion et de Probation (SPIP), Philippe CATHERINE ainsi que le chef de service du Centre d'action éducative (CAE) de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Mr Mico SIMON.

Le Centre de ressources mettra en place plusieurs ateliers de qualification-formation à partir de septembre en partenariat avec les coordonnateurs politique de la ville, le CNFPT, l'UAG et les différentes organisations de ce champ. Le but est que les différents acteurs (coordonnateurs en collectivités mais également élus, services de l'Etat, associations, bailleurs sociaux et organismes de prévention...) se connaissent et identifient ce que chacun fait mais également de qualifier par une démarche de coproduction et de capitalisation d'expériences ainsi que par l'émergence d'une culture professionnelle commune.

### Cycle de qualification

### Formation sur la démarche d'évaluation des dispositifs politique de la ville

Le centre de ressources Ville caraïbe organise du Lundi 22 septembre 2008 au Vendredi 26 septembre 2008 **un cycle de qualification-formation sur la démarche d'évaluation des dispositifs politique de la ville.**

L'intervenant sera **Mr Renaud Epstein** :

[http://www.ihedate.com/generated/objects/CV/CV\\_EPSTEIN.htm](http://www.ihedate.com/generated/objects/CV/CV_EPSTEIN.htm)

Nous sommes en train de définir un cahier des charges sur ce séminaire. Les grandes lignes sont :

- Une journée sur **les techniques et la théorie de l'évaluation** des politiques publiques et notamment des dispositifs de la politique de la ville.
- **3 jours de travail participatif** consacrés à l'élaboration de référentiels et de cahiers des charges d'évaluation à partir d'études de cas présentés par les chefs de projets (CUCS, CLS ..) sur des thématiques communes ou encore des actions précises. Il y aura également un temps consacré aux porteurs de projets (Associations).

## A noter

### Mise en place du droit au logement (loi DALO)

Le droit au logement est garanti par l'Etat et génère la possibilité pour toute personne sans domicile et résidant de façon régulière sur le territoire français, d'entamer un recours contre les pouvoirs publics dans le cas où les démarches entreprises en vue de l'obtention d'un logement social connaîtraient une stagnation anormale. Déclaré responsable par la justice, l'Etat se verrait alors contraint à l'indemnisation du plaignant. Le droit au logement opposable devient dès lors une obligation pour les collectivités. Pour saisir la commission de médiation deux formulaires types sont mis à la disposition du public auprès de la Direction Départementale de l'Equipement (D.D.E.) à Schœlcher ou sur internet [www.logement.gouv.fr](http://www.logement.gouv.fr).

Le dépôt des dossiers se fera à la D.D.E. :

\* Par courrier

au Service Habitat et Ville  
Pointe de Jaham BP 7212  
97274 Schoelcher Cedex

\* A l'accueil de la D.D.E.

au Rez-de-chaussée du nouveau bâtiment

Pointe de Jaham  
97233 Schoelcher  
du lundi au vendredi  
de 8h00 à 12h00  
Tél. 0596 59 57 00

\* Les renseignements au public au Service Habitat et Ville :

le vendredi matin  
sur rendez-vous  
de 9h00 à 12h00  
Tél. : 0596 59 59 10

- Une journée de **suivi des évaluations en cours.**

Aussi, en vue de finaliser le contenu de cette intervention, nous invitons les coordonnateurs et chefs de projets politiques de la ville à préciser par mail, leurs attentes et préoccupations (thématiques et axes de réflexion).

L'idée est bien d'avoir une approche pratique et pertinente au regard de la réalité martiniquaise.

Nous vous invitons à noter ces dates sur vos agendas et vous inscrire à [contact@villecaraibe.com](mailto:contact@villecaraibe.com)

Par ailleurs, un référentiel sur l'évaluation de l'utilité sociale en cours d'élaboration dans le cadre du DLA en direction des associations sera présenté en partenariat avec le Dispositif Local d'Accompagnement/Boutique de Gestion aux financeurs et aux associations le 30 septembre (une invitation vous sera ultérieurement adressée par le DLA).

## Capitalisation d'expériences

### L'Association Départementale pour la Santé Mentale (ADSM) a 50 ans cette année.

Cette Association à caractère d'utilité publique de type loi 1901 et conventionnée par l'Etat a été créée en 1958 par des médecins de l'hôpital psychiatrique de Colson. Ils voulaient apporter une réponse plus scientifique et rationnelle, sur la base notamment de la psychiatrie, face aux troubles mentaux qui étaient trop souvent perçus à l'époque comme des phénomènes magico-religieux.

L'ADSM se propose encore aujourd'hui de contribuer au développement des actions en faveur de la santé mentale. Plus particulièrement, elle participe à la lutte contre les addictions en organisant la prise en charge d'un public en détresse (marginiaux, exclus, toxicomanes...).

Elle agit en étroite collaboration avec les services publics et les autres associations intervenant dans ce domaine.

L'équipe de l'ADSM, c'est aujourd'hui 30 professionnels qui vont des administratifs, aux médecins, psychiatres, psychologues, éducateurs spécialisés, aux moniteurs, aux chargés de projets ...

Elle a ainsi une action complète et répondant aux difficultés selon les stades de l'intervention et du parcours des usagers, elle gère ainsi 3 structures en interaction :

**L'Unité d'Ecoute pour Jeunes en Détresse (UEJD)**, qui assure des missions de prévention, de soins et d'insertion auprès des toxicomanes et leurs familles. Cela représente 894 personnes prises en charges (2007 à 2008). Ce service comprend une dizaine de dispositifs tels que des permanences d'accueil et d'accompagnement itinérante sur la Martinique, une antenne de prévention à la récidive à la prison, différents points d'écoutes et d'accompagnement social ou médical, des actions de préventions primaires (prévention en milieu scolaire, formations, etc...)

## A lire...

- Dossier d'études commandé par la Caf sur la famille explique-t-elle la délinquance des jeunes ?

Sebastian Roché et son équipe livrent une enquête statistique qui offre des réponses claires sur une question apparemment simple, mais polémique, pétrie de représentations et de jugement de valeurs.

Pour lire l'étude :

<http://www.caf.fr/web/WebCnaf.nsf/VueLien/DOSSIERSETUDES102>

- **Banlieue Voltaire**  
Éditions Desnel, 2007  
192 pages, 19 euros

Didier Mandin, 28 ans, signe là son premier roman. Né à Paris, originaire de Guadeloupe, il a vécu 23 ans en banlieue près de Melun

Pour faire un papier sur la jeunesse noire, une équipe de journalistes mène un an d'enquête sur un jeune Antillais habitant une banlieue parisienne ni grise ni rose, mais multicolore, tout feu tout flamme et prompt à s'enflammer.

**Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)**  
« la Case », qui assure l'accueil de 20 résidents en hébergement d'insertion : 11 personnes en collectif et 9 en éclaté, en vue de leur faire accéder à une autonomie personnelle et sociale (accès aux soins, aux droits, à l'emploi, au logement...).

### **La Plate-forme d'aide à la remobilisation et à la l'insertion (PARI)**

Cette plate-forme répond à la mission d'insertion du public particulièrement fragilisé de l'ADSM. Elle propose notamment une démarche globale en 4 phases, qui utilise notamment le cadre d'un jardin caraïbe biologique.

Cette association a donc accumulé une expérience qu'il faut aujourd'hui capitaliser et valoriser. Notamment sur l'accompagnement pluridisciplinaire, sur l'évolution de la toxicomanie, de l'exclusion, de l'errance, sur les lieux et moyens d'actions de la prise en charge, etc..

Pour ses 50 ans, l'Association va mener plusieurs manifestations événementielles de juin 2008 à Juin 2009.

Contacts : [adsm97@wanadoo.fr](mailto:adsm97@wanadoo.fr) / 0596 60 23 52

### **Une action innovante...**

#### **L'action de MEDIADOM «Dancehall protect tour», Caravane de prévention par le dancehall du 5 juillet au 30 août 2008.**

MEDIADOM qui a pour objet la promotion et le développement d'action d'accompagnement et de médiation de proximité dans les quartiers sensibles, en plus de ces autres activités de médiation met en place un projet innovant de prévention durant les grandes vacances scolaires autour des musiques urbaines et notamment le « dance hall ». Sur le même principe que son action « les voies de la raison : Carnaval 2008 propre », cette association entourée d'un collectif d'artistes confirmés et responsables ainsi que de professionnels de la prévention, sillonnera, quartiers et villes de la Martinique, chaque Samedi durant les 9 samedis que comportent les Grandes Vacances 2008 de 14H00 à 19H00, sur fond de Musiques Urbaines et plus particulièrement de Dance Hall.

Découlant du reggae cette musique étant devenue le mode d'expression le plus commun des « jeunes » caribéens, elle est également celle avec laquelle ils s'expriment, celle avec laquelle ils dressent des constats et dénoncent les travers de notre société. C'est tout naturellement vers ce mode d'expression que MEDIADOM s'est tourné pour aborder avec eux des sujets préoccupants, tels que : les drogues, les addictions, l'environnement, les MST, les dangers de la route etc... Ces journées seront aussi un cadre d'expression des « jeunes » et d'échanges avec des professionnels de la prévention et d'artistes responsables.

Pour toutes informations complémentaires :  
Tél : 05 96 38 22 84 – mail : [contact@mediadom.org](mailto:contact@mediadom.org)

### **Et disponible au Centre de ressources...**

- Rapport et synthèse de l'Etat des lieux de l'insertion par l'activité économique en Martinique, DTEFP, ADEO conseil, 2008.
- « Evaluer l'utilité sociale de son activité », Les cahiers de l'AVISE N°5, Culture et promotion, 2007
- « Territoires 2030 » Prospective urbaine et politique de la ville, DIACT, N°4, la documentation française, 2<sup>ème</sup> semestre 2007.
- « Suivre et évaluer un contrat local de sécurité » La lettre de la sécurité locale, Nicole CHAMBRON et Jean-Louis SAYOUS, édition du papyrus, 2004
- Les évaluations des années DSQ et Contrats de ville en Martinique (DDE)

**Le Centre de ressources c'est la qualification collective et la mise en réseau des acteurs de la politique de la ville, la production et la diffusion d'information, la documentation, l'accompagnement méthodologique.**  
Nous sommes en train de réaliser une base de données pour capitaliser les expériences martiniquaises de projet de développement social urbain ainsi qu'un Annuaire des acteurs de la politique de la ville.  
Si vous avez une action à capitaliser ou une présentation de votre structure ...

**Pour nous contacter :**  
[contact@villecaraibe.com/](mailto:contact@villecaraibe.com/)

**0596 68 64 52**